

L'école d'Aignan bloquée par les parents et les élus

Mobilisés contre la suppression d'un poste d'enseignant



L'école d'Aignan bloquée par les parents et les élus

Les parents d'élèves de l'école d'Aignan, qui cumule, en une seule structure, école maternelle et école primaire, se mobilisent contre la suppression d'un poste d'enseignant. Depuis ce lundi 15 février, ils occupent l'école, bloquent les issues et empêchent la tenue des classes.

C'était clair depuis plusieurs semaines qu'un poste d'enseignant à l'école d'Aignan était menacé. Michel Petit, président de la Communauté de communes Armagnac-Adour avait fait savoir qu'il avait eu un échange de courrier avec l'inspection académique. Celle-ci semblait n'avoir tenu aucun compte des arguments qu'il avait avancés pour que tous les postes soient préservés. Et aujourd'hui, la menace s'est précisée.

Les parents d'élèves ont appelé la population à se mobiliser contre cette suppression. Ils ont décidé de bloquer l'école au moins jusqu'au mercredi 17 février. En effet, c'est le jour où se tiendra une réunion décisive à l'inspection académique. Les parents sont organisés pour occuper l'école 24 heures sur 24. Un planning est affiché à l'entrée de l'école où les parents s'inscrivent pour un tour de veille.

Les RPI en question - Derrière la banderole, Le Journal du Gers a discuté avec un père d'élève dont l'argumentation mérite l'attention. Pour lui, c'est une politique incohérente qui consiste à déshabiller les écoles des gros bourgs comme Aignan tout en conservant les RPI (regroupements pédagogiques intercommunaux). En effet, les enfants sont beaucoup mieux socialisés dans des écoles où tous les âges sont représentés, de la maternelle au CM2 que dans des RPI où les enfants restent dans la même classe du même âge. Les jeunes couples ne sont pas attirés dans les régions où ils ne trouvent presque nulle part d'école à plusieurs classes d'âge. De plus, les RPI nécessitent des transports longs, improductifs et coûteux par car. C'est donc mauvais pour un aménagement du territoire et pour les enfants.

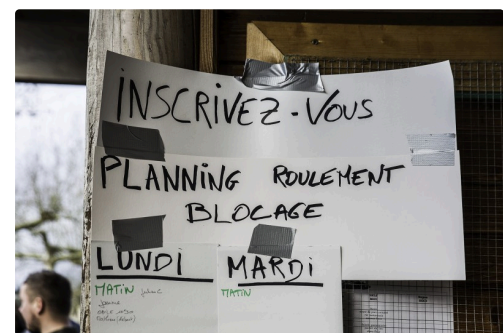
Il est clair que cette argumentation ne saurait plaire aux maires des communes dont les écoles font partie d'un RPI. Le Journal du Gers demandera leur avis à des maires concernés dès que possible.



L'appel à la mobilisation est placardé sur l'entrée de l'école



Les parents d'élèves sont en compagnie du maire, Philippe Baratault, de ses adjoints et de plusieurs conseillers municipaux



Les parents s'inscrivent pour les tours de veille